



ÉDUCATION. Fermetures de classes à la rentrée de septembre dans le département

Les sénateurs manchois interpellent le ministre

LES NOMBREUSES fermetures de classes annoncées à la rentrée scolaire de septembre prochain font réagir les sénateurs de la Manche Philippe Bas, Béatrice Gosselin et Jean-Michel Houllégatte. Ils viennent d'adresser un courrier au ministre l'Éducation nationale Pap Ndiaye.

29 postes de professeurs des écoles supprimés

« Le département de la Manche est confronté à la perspective d'une suppression nette de 29 postes de professeurs des écoles à la rentrée prochaine, entraînant des fermetures de classes qui se feraient principalement dans le monde rural, relèvent les élus LR et socialiste. Ces suppressions étaient de 9 postes l'an dernier pour une baisse d'effectif de 384 élèves. Si nous appliquons le même ratio, avec 550 élèves en moins, cela représenterait 13 postes au maximum qui devraient être supprimés en septembre 2023 ».

« Nous comprenons qu'un effectif durablement insuffisant d'élèves par classe se traduise par un réexamen du nombre des enseignants affectés dans une école, mais nous estimons que l'ampleur sans précédent des suppressions de postes envisagées peut interroger sur l'attention apportée au monde rural par le ministère de l'Éducation nationale. Nous sommes d'autant plus perplexes, ajoutent-ils que nous constatons une forte disproportion des fermetures de classes en défaveur de la Manche par rapport aux autres départements de l'académie de Normandie. La Manche se voit en effet imposer 30 % des fermetures nettes de classes alors qu'elle représente un peu moins de 15 % de la population normande. »

Fractures territoriales

Les parlementaires sollicitent un réexamen de la carte scolaire des écoles publiques du département : « Même si nous sommes conscients de la nécessité de porter un effort significatif dans les zones prioritaires, nous souhaitons attirer votre attention sur la dévitalisation croissante que connaît le monde rural avec un recul de l'offre de services

publics notamment dans le domaine de la santé. Les redéploiements de postes au profit de zones plus denses, dans un contexte de gestion de pénurie, va accentuer les fractures territoriales. C'est pourquoi, au moment où le ministère entreprend une révision des périmètres des zones prioritaires, nous demandons un renforcement de la prise en compte du monde rural, en particulier dans les secteurs les moins denses. Ce réexamen devra se traduire par un allègement des contraintes imposées à la Manche pour le redéploiement des postes de professeurs des écoles à la rentrée prochaine ».

Nous demandons un renforcement de la prise en compte du monde rural.

Les sénateurs manchois ont également sollicité un rendez-vous avec le ministre « afin qu'une solution à ces difficultés puisse être trouvée » avec lui.

Les sénateurs



Les sénateurs de la Manche Philippe Bas, Béatrice Gosselin et Jean-Michel Houllegatte viennent d'adresser un courrier au ministre de l'Éducation nationale Pap Ndiaye.